

LETTRE OUVERTE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À LA PROCUREURE DE LA CPI, MME FATOU BENSOUDA

Le 14 juin 2021

Madame la Procureure,

Alors que votre mandat en tant que procureure de la Cour pénale internationale (CPI) touche à sa fin, nous nous adressons à vous pour vous remercier de votre service de longue durée et de votre importante contribution à la CPI, ainsi que pour saluer les progrès accomplis par le Bureau du procureur au cours de votre mandat.

Si les organisations de la société civile ont remarqué des domaines à améliorer et nous continuerons à plaider en faveur de changements qui garantissent des enquêtes et des poursuites efficaces, le bureau a fait des progrès considérables dans un certain nombre de situations et d'examens préliminaires sous votre direction.

Nous admirons tout particulièrement le haut niveau d'indépendance dont vous avez fait preuve au cours de votre mandat. Votre bureau a ouvert des enquêtes face à d'immenses pressions et à une opposition de nature politique. Vous avez effectué ce travail au prix de grands sacrifices, tant personnels qu'institutionnels. L'évolution de la situation sur le terrain au cours des derniers mois au Myanmar, en Afghanistan et en Palestine a confirmé l'importance de la reddition des comptes, dans ces situations et dans d'autres, notamment lorsque la CPI est la seule option possible pour obtenir justice. Nous appellerons le prochain procureur à poursuivre cet important travail et à continuer de veiller ainsi à ce que la cour remplisse son mandat, quelle que soit la nationalité ou la position des auteurs présumés.

Enfin, nous remercions vous et votre Bureau pour l'engagement constructif et la collaboration avec la société civile au cours des dix-huit dernières années. La coopération de la société civile sera également fondamentale pour le succès de la cour sous la nouvelle direction du bureau. Nous poursuivrons notre travail de soutien à la CPI.

Nous vous souhaitons une très bonne continuation.

Bien cordialement,

Action des chrétiens pour l'abolition de la torture au Burundi
African Centre for Democracy and Human Rights
Al-Haq
Al Mezan Center for Human Rights
All Survivors Project
Amnesty International
Asia Justice and Rights
Asian Legal Resource Centre
Asociación Civil Democracia Global
Asociación Feminista La Cuerda, Guatemala
Australian Centre for International Justice
Bureau d'études et de réflexions pour le bien-être des communautés, RDC
Center for Accountability and Rule of Law – Sierra Leone
Center for Peace and Justice, BRAC University
Centre for African Justice, Peace and Human Rights
Centre for Democracy and Development
Centre marocain de la loi et la paix
Children Education Society, Tanzanie
CLEEN Foundation, Nigéria
Club des amis du droit du Congo
Coalition burundaise pour la Cour pénale internationale
Coalition guinéenne pour la Cour pénale internationale
Coalition ivoirienne pour la Cour pénale internationale
Coalition malienne pour la Cour pénale internationale
Coalitions d'Afrique francophone pour la Cour pénale internationale
Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos
Congo Peace Initiative
Dr. Denis Mukwege Foundation
Economic Justice Network-Sierra Leone
Global Centre for the Responsibility to Protect

Global Justice Center

Fédération internationale pour les droits humains

HEDA Resource Centre, Nigéria

Human Rights Watch

Impact: Center against Human Trafficking and Sexual Violence in Conflict

Institute for Human Rights and Development in Africa

Institute for Security Studies

International Center for MultiGenerational Legacies of Trauma

International Commission of Jurists

International Platform of Jurists for East Timor

Iranian Center for International Criminal Law

Justice and Reconciliation Project, Ouganda

Justice International

Kenya Human Rights Commission

Kurdish Organizations Network Coalition for the International Criminal Court

Lawyers Committee on Nuclear Policy

Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka

MADRE

MARUAH, Singapour

Naripokkho, Bangladesh

Nigerian Coalition for the International Criminal Court

No Peace Without Justice

Observatoire ivoirien des droits de l'homme

Odhikar, Bangladesh

Open Society Justice Initiative

Palestinian Centre for Human Rights

Parliamentarians for Global Action

Philippine Coalition for the International Criminal Court

Red Informal Venezolana de ONGs

Reporters sans frontières

Réseau Equitas, Côte d'Ivoire
Rohingya Women Welfare Society
Sexual Violence Research Initiative
Société pour les peuples menacés, Suisse
SOS-Burundi
Students for Global Democracy-Uganda
Sudanese Women Rights Action
Swedish Foundation for Human Rights
Transitional Justice Coordination Group, Afghanistan
Ukrainian Legal Advisory Group
United Nations Association – Greater Philadelphia
United Nations Association of Sweden
Vision GRAM-International
Women's Initiatives for Gender Justice
Women's Rights Advancement and Protection Alternative, Nigéria
World Federalist Movement-Canada
World Federalist Movement/Institute for Global Policy
World Renewers Organization
World Without Genocide